

En Afrique : femmes et prise de parole

De nationalité rwandaise, **ALEXIE GASENGAYIRE** a connu le Mouvement ATD Quart Monde dans son pays en 2004 lors de la rédaction de son mémoire de Licence en sociologie. D'abord engagée en tant qu'alliée pendant 5 ans, elle a rejoint le volontariat permanent en 2010 dans l'équipe du Sénégal, puis en Tanzanie où elle a participé à la recherche sur les indicateurs de pauvreté. Elle est actuellement dans l'équipe de Lyon.

Revenant sur la participation de femmes de Tanzanie à une recherche-action internationale, l'auteure pointe la nécessité de créer des conditions favorisant l'émergence de la parole des femmes, en particulier pour celles qui vivent dans un contexte de grande pauvreté.

La Tanzanie est l'un des six pays où a été menée la recherche sur *Les dimensions cachées de la pauvreté*¹. Cette recherche a utilisé la méthodologie basée sur le Croisement des Savoirs : le savoir issu des récits de vie des personnes ayant une expérience directe de la pauvreté et le savoir découlant des expériences pratiques ou académiques des professionnels et universitaires.

Elle a été conduite par une équipe de recherche, composée elle-même d'hommes et de femmes représentant les trois savoirs : les militants, les professionnels et les universitaires.

Il était prévu d'organiser des sessions de discussion par groupes de pairs, puis des sessions de croisement de savoirs qui réunissaient les représentants des différents groupes de pairs afin d'avoir un consensus sur le choix des dimensions de la pauvreté.

Au départ nous avons prévu d'organiser des groupes de pairs mixtes (hommes et femmes), mais par la suite nous avons été conduits à faire des groupes de pairs séparés.

Pourquoi ce changement ?

Avant d'organiser les groupes de pairs, nous avons fait une expérimentation de la méthodologie sur les militants et professionnels

1. *Les dimensions cachées de la pauvreté* : recherche participative internationale conduite par ATD Quart Monde et l'Université d'Oxford (2016-2019), et menée dans six pays (Bangladesh, Bolivie, France, Tanzanie, Royaume-Uni et États-Unis) pour identifier les dimensions clés de la pauvreté et leurs relations. Le projet a été basé sur la méthodologie du Croisement des Savoirs, dans laquelle des praticiens, des universitaires et des personnes en situation de pauvreté sont co-chercheurs. Présenté à l'Organisation pour la Coopération Économique et le Développement (OCDE) à Paris le 10 mai 2019, ce rapport remet en question la conception globale de la nature de la pauvreté et démontre que neuf dimensions et non les trois habituelles relatives à la pauvreté (privation matérielle, accès difficile à la santé et à l'éducation), doivent être prises en considération pour que la pauvreté puisse être comprise plus profondément et que l'on mette en place des stratégies pour l'éradiquer. Voir <https://www.atd-quartmonde.org/les-dimensions-cachees-de-la-pauvrete-presentees-a-locde/>

faisant partie de l'équipe de recherche. L'exercice consistait à aller rencontrer les militants et professionnels dans leur milieu de vie ou de travail afin de recueillir leurs récits de vie et expériences professionnelles. Ce sont les visites aux militantes qui nous ont conduits à repenser les choses.

Lors de la première visite, nous sommes allées voir une militante qui vivait en dehors de Dar-Es-Salaam. Elle nous a bien accueillis et nous a invités à nous asseoir dans la cour afin de discuter librement.

Cependant la cour est partagée par plusieurs familles. À peine avons-nous commencé à dialoguer qu'une voisine est venue s'asseoir à quelques mètres de nous et a commencé à préparer à manger. Du coup nous ne pouvions pas continuer notre dialogue. Et comme la militante vivait en colocation, il n'y avait pas non plus de possibilité de s'installer à l'intérieur pour pouvoir continuer la discussion tranquillement. Nous avons dû tout arrêter et rentrer.

Les deuxième et la troisième visites se sont également soldées par un échec, car on n'avait pas d'espace libre permettant la confidentialité : la présence du mari, des enfants ou le passage des voisins nous obligeaient à tout arrêter et envisager un autre rendez-vous.

Par contre, pour les professionnels et les militants, les interviews s'étaient déroulées sans entrave.

Les conditions nécessaires à la liberté de parole

Comme la deuxième étape d'expérimentation concernait le croisement des savoirs et comme nous n'avions pas encore réussi à mener les entretiens individuels avec les militantes, nous avons tenté d'organiser une discussion de groupe des trois militantes ensemble. L'expérience a été très riche : ce fut un moment d'échanges fort où chacune s'ouvrait aux autres sans difficulté, alors qu'elles évoquaient des histoires très personnelles et parfois assez difficiles, qui nécessitaient beaucoup de confiance. Cela n'aurait pas été le cas s'il y avait eu la présence d'hommes.

Cette expérience a été un indice capital pour réfléchir aux conditions à réunir afin de permettre la liberté de parole des femmes qui seraient invitées à participer à la recherche. Nous avons aussi compris qu'il n'était plus envisageable d'aller recueillir leurs récits de vie à domicile ni de constituer des groupes de pairs mixtes.

Nous avons donc pris la décision d'organiser des discussions en groupes de pairs de femmes, séparément des groupes de pairs hommes et d'étendre la session de travail sur trois jours au lieu de deux prévus initialement, la première journée étant consacrée au recueil des récits de vie. Cette proposition convenait aux participants. Il y avait beaucoup de confiance et de complicité dans les groupes pairs des femmes, mais dès qu'elles se retrouvaient avec les hommes dans les sessions de croisement des savoirs elles étaient moins à l'aise. Certaines perdaient l'assurance et il fallait les accompagner davantage pour les encourager à oser prendre la parole.

Qu'avons-nous appris ?

En Tanzanie la prise de parole en public pour la femme est un grand défi. En présence des hommes, les femmes préfèrent la réserve et le silence. Ceci est le fruit d'une culture patriarcale très forte qui met l'homme au centre de la famille et de la communauté. À cela s'ajoute l'influence de la religion musulmane qui n'est pas négligeable dans certaines régions du pays. L'homme est le principal porte-parole de la famille. La femme reste dans l'ombre.

Dans un groupe de pairs de professionnels, un homme a dit : *« Les traditions et coutumes préparent la fille à servir l'homme au sein du foyer, dans lequel elle devient complètement dépendante de lui. La femme est supposée tout faire pour son mari. C'est plus qu'une domination masculine. Ces valeurs culturelles sont si enracinées dans nos sociétés que les femmes n'ont pas d'autre choix que de les intégrer dès leur jeune âge. »*

Pour oser s'exprimer en public, les femmes doivent casser ces barrières et parfois faire face au jugement de valeurs.

Au cours d'une session d'un groupe de pairs, une femme du milieu rural nous a raconté : *« Mon mari n'assumait pas ses responsabilités au sein de la famille et ne m'aidait pas dans les travaux champêtres. Je portais le poids de toute la famille sur mes épaules et je n'en pouvais plus. La situation était devenue conflictuelle. J'ai demandé conseil auprès de l'imam du village. Il a réuni un groupe des anciens et nous a convoqués, mon mari et moi pour nous entendre et régler le conflit. M'ayant invitée à parler, j'ai exposé notre situation familiale en demandant qu'ils interviennent. Un des anciens a dit : 'L'attitude de ton mari n'est pas étonnante. Quel homme supporterait une femme comme toi, qui ose l'accuser publiquement ? S'il y a quelqu'un à plaindre, c'est ton mari ! Tu devrais le remercier d'être resté avec toi pendant toutes ces années'... Je suis rentrée à la maison avec mon mari et je regrettais beaucoup d'avoir pris cette initiative d'où je suis sortie humiliée. »*

Une parole comme celle-ci est une parole qui vient du fond du cœur, une confiance, qui s'accompagne d'émotions et qui n'est exprimée que si le cadre est favorable.

Une fois, dans une session du croisement des savoirs, les femmes d'un village n'ont pas osé partager une situation qu'elles avaient évoquée lors de la session du groupe de pairs, à cause de la présence d'un homme du même village. Elles craignaient que cela se retourne contre elles une fois rentrées chez elles.

Partout en Afrique, un combat pour l'égalité des droits

Toutefois, ce ne sont pas seulement les femmes de la Tanzanie qui affrontent ce défi d'expression publique. Ailleurs en Afrique les femmes vivent dans la même situation. Au Sénégal par exemple, on retrouve pratiquement le même système. Dans la vie familiale et communautaire, l'homme jouit d'une considération et d'un respect qui lui donnent des privilèges par rapport à la femme. Cela paraît

si normal que, selon l'expérience d'une amie, « *Même si un homme et une femme partagent une même responsabilité, les gens auront tendance à s'adresser plus à l'homme qu'à la femme* ». C'est la culture.

Cependant, il faut souligner que le conformisme à ces valeurs culturelles va de pair avec le niveau d'éducation des femmes. Plus leur niveau d'instruction augmente, plus elles sont reconnues dans la société, prennent des responsabilités, gagnent en confiance, en liberté de parole, et peuvent ainsi être des actrices de changements significatifs tant au niveau personnel, familial, que communautaire. C'est un combat pour l'égalité des droits à une plus large échelle.

Même si le chemin est encore long pour certains pays, il y a de plus en plus d'initiatives et d'organisations pro-femmes qui militent pour cette évolution des mœurs.

Le Rwanda en est un exemple. Depuis quelques années déjà, les femmes sont encouragées à participer activement à la vie sociopolitique du pays. Elles sont représentées dans les différentes instances administratives de façon remarquable. Au parlement par exemple, elles représentent 61%. Cela est le fruit d'une mobilisation et d'une volonté soutenue des femmes et des différents acteurs pour une transformation sociale. ■